

**Dossier 01/12****II Résumé**

Une psychologue, la requérante, travaille depuis 1998 dans un centre médico-psycho-pédagogique. Elle a été recrutée pour y effectuer des consultations, des bilans psychologiques, des thérapies compte tenu qu'elle avait suivi une analyse et deux supervisions. Par la suite, il lui a été conseillé, puis depuis l'année 2000, imposé, de suivre une supervision avec une analyste de son centre " reconnue comme formatrice ". Elle a essayé, puis a renoncé à être supervisée par cette collègue en raison " de la personnalité " de cette professionnelle et du caractère autoritaire de la décision.

Actuellement, les directeurs (médical et administratif) veulent qu'elle cesse ses activités de psychothérapeute si elle ne fournit pas une attestation validant un travail fait à l'extérieur ou si elle n'accepte pas une supervision par un de ses collègues reconnu formateur par l'institution. L'attestation d'une supervision par un analyste d'un autre centre, produite par la requérante, a été rejetée au motif qu'elle ne portait pas la mention "validée".

La requérante se dit "choquée" du fait que le médecin-directeur, dans sa position hiérarchique, se positionne ainsi : Elle se demande s'il a autorité pour imposer au psychologue un certain type de formation et les personnes qui doivent la lui dispenser.

Elle interroge la CNCDE sur la question de l'indépendance du psychologue dans le choix des supervisions dans le cadre d'un exercice de psychothérapeute.

**III Avis de la commission**

La commission a retenu la question suivante :

Un médecin-directeur peut-il imposer à une psychologue une supervision à l'intérieur de l'établissement par une personne, collègue de travail ?

La commission émet de sérieuses réserves sur le fait que les directions (médicale et administrative) veuillent imposer une supervision à la psychologue par un des membres de l'établissement, collègue de travail. Ceci est en contradiction avec le principe I-3 du Code de déontologie des psychologues : *" Dans le cadre de ses compétences professionnelles, le psychologue décide du choix et de l'application des méthodes et techniques psychologiques qu'il conçoit et met en œuvre. Il répond donc personnellement de ses choix et des conséquences directes de ses actions et avis professionnels "*.

Par ailleurs, le titre I-7 du Code est tout à fait clair quand il évoque l'indépendance professionnelle du psychologue : *"Le psychologue ne peut aliéner l'indépendance nécessaire à l'exercice de sa profession sous quelque forme que ce soit"*

L'article 6, quant à lui, insiste sur le respect des pratiques des professionnels : *"Le psychologue fait respecter la spécificité de son exercice et son autonomie technique..."*

Enfin, la Commission regrette, dans la situation présente, que la requérante ne puisse faire reconnaître son consentement librement éclairé dans le choix de son superviseur. Ceci contrevient gravement aux prescriptions du titre I-1 du Code : *Le psychologue réfère son exercice aux principes édictés par les législations nationales, européenne et internationale sur le respect des droits fondamentaux des personnes, et spécialement de leur dignité, de leur liberté et de leur protection. Il n'intervient qu'avec le consentement libre et éclairé des personnes concernées..."*

#### **IV Conclusion**

La commission estime que, compte tenu des informations en sa possession, la psychologue se conforme au Code de déontologie en demandant à pouvoir choisir son superviseur.

**Fait à Paris, le 29 septembre 2001**

**Pour la C.N.C.D.P.**

**Marie-France JACQMIN, présidente**